

Les partis politiques et la "Borgne" Gouvernance

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a réuni, dimanche 04 avril, dans le cadre du volet de la Bonne Gouvernance, un des axes principaux des fameux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), quelques leaders de partis politiques de la majorité présidentielle et de l'opposition représentés au parlement, soit le RFD, l'UFP, l'APP (avec des députés de AC dissous), le FP, le RDU, l'UDP et le PRDS. Cette rencontre rentre dans le cadre du nouveau projet dit de renforcement du dialogue politique pour la consolidation de la démocratie.

Les partis politiques qui ont participé à la rencontre, et dont le PRDS et le RFD ne font pas partie, devaient valider un document élaboré par le PNUD. Il s'agit de constater si le document pose objectivement la problématique de la démocratie dans le pays, sans pour autant engager un débat de fond sur les sujets (intouchables) évoqués dans le document. Le PNUD s'étant contenté de mentionner les termes de référence de la Bonne Gouvernance, les participants n'avaient absolument pas la latitude d'apporter une appréciation de fond eu égard à la situation politique actuelle que vit le pays. L'absence du Parti républicain, Démocratique et Social (PRDS)

constitue pour bon nombre d'observateurs un signe négatif pour la suite de cette initiative. D'aucuns expliquent l'absence du parti-Etat comme un refus de celui-ci de siéger aux côtés de "partenaires politiques" dont certains rejettent la légitimité et la légalité d'un pouvoir issu de ses rangs. A cela s'ajoute le refus du pouvoir d'assister en amont à ces débats, le travail devant commencer, selon lui, avec la société civile (ONG et partis politiques).

Pour les partis politiques qui ont pris part à ces "débats", les initiateurs auraient manqué de détermination et abordé le sujet à reculons. Selon un responsable de l'Union des Forces du Progrès (UFP), "il s'agit pourtant d'une initiative qui peut contribuer à créer un climat favorable à un dialogue entre différents partis politiques dans le pays". Mais les réticences du pouvoir ne sont pas pour rassurer tout le monde et sa promesse de soutenir l'initiative dans l'avenir ne serait qu'un moyen subtile de ne pas frustrer ses parte-

naires au développement. Le pouvoir, qui s'est abstenu de tout dialogue avec l'opposition, ne manquera pas de torpiller cette initiative.

Par ailleurs, l'absence à cette rencontre du Rassemblement des Forces du Progrès (RFD), l'une des principales forces d'opposition du pays, contribue à ajouter à la confusion. L'un des hauts responsables de ce parti parle d'une mauvaise transmission d'invitation pour justifier l'absence de sa structure politique à l'appel du PNUD. Une explication qui en dit long sur la légèreté avec laquelle le PNUD dirige cette initiative. Sinon comment expliquer qu'un partenaire aussi important (à l'instar de tous les autres) puisse être laissé à la marge pour cause de mauvaise transmission d'invitation? Voulu ou pas, cette attitude risque de faire de la Bonne Gouvernance une "borgne" gouvernance.

BAM